

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

ÉPREUVE DU JEUDI 20 JUIN 2019

SÉRIE : ES

Spécialité

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures + 1 heure – COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 15 pages numérotées de 1/15 à 15/15.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 10/15 à 11/15.
- Économie approfondie, pages numérotées de 12/15 à 15/15.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

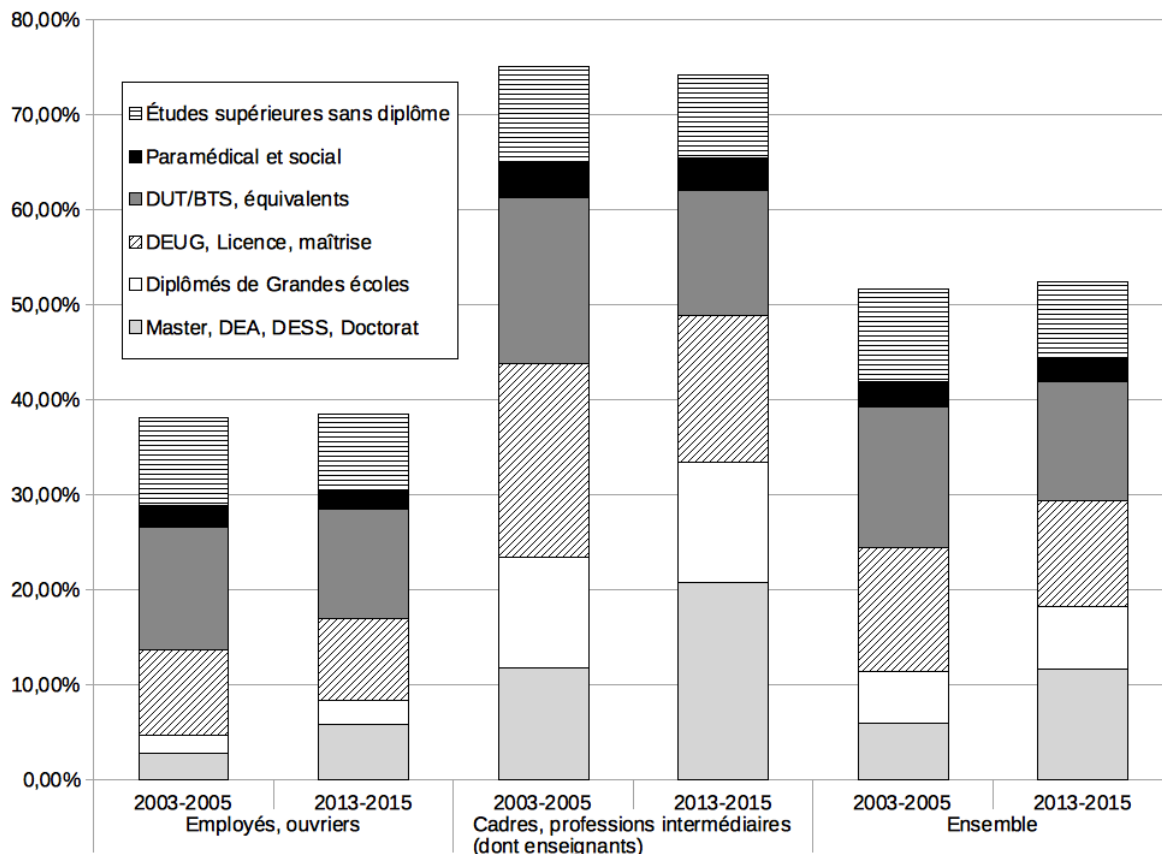
SUJET

Ce sujet comporte trois documents.

L'école est-elle le seul déterminant de la mobilité sociale ?

DOCUMENT 1

Diplômes de l'enseignement supérieur des jeunes âgés de 25 à 29 ans en fonction du milieu social (en 2003 - 2005 et 2013 - 2015)



Lecture : En moyenne sur 2013, 2014 et 2015, 30 % des enfants d'employés et ouvriers âgés de 25 à 29 ans déclarent détenir un diplôme d'enseignement supérieur, contre 65 % des enfants de cadres et de professions intermédiaires (dont enseignants) ; 3 % des premiers déclarent un diplôme d'une grande école contre 13 % des seconds.

Champ : France métropolitaine.

Source : d'après *Enquête Emploi*, INSEE, 2017.

DOCUMENT 2

**Catégorie socioprofessionnelle des personnes en 2014 - 2015
et de leurs parents (en France)**

	en %				
	Ensemble	Femmes	Hommes	Mère	Père
Agriculteurs exploitants	1,7	0,9	2,5	5,5	7,8
Artisans et commerçants	6,0	3,7	8,4	5,9	11,1
Cadres et assimilés*	16,5	13,5	19,7	3,8	14,4
Professions intermédiaires	24,5	24,7	24,2	10,6	14,5
Employés et ouvriers qualifiés	31,1	29,0	33,3	22,8	33,9
Employés et ouvriers non qualifiés	18,9	25,7	11,6	25,2	13,0
N'a jamais travaillé ou profession inconnue	1,5	2,5	0,3	26,1	5,3
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Cadres et assimilés : il s'agit des cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.

Champ : France métropolitaine, personnes de 30 à 59 ans.

Source : *Enquête sur la Formation et la Qualification Professionnelle (FQP)*,
INSEE, 2014 - 2015.

Lecture : En 2014 - 2015, 24,5 % des personnes de France métropolitaine âgées de 30 à 59 ans sont ou étaient professions intermédiaires, alors que ce n'était le cas que pour 14,5 % de leurs pères.

DOCUMENT 3

Niveau de diplôme selon la catégorie sociale en 2014 (en %)

	Diplôme supérieur à Bac +2	Bac +2	Bac ou brevet professionnel ou autre diplôme de ce niveau	CAP ¹ , BEP ² ou autre diplôme de ce niveau	Brevet des collèges	Aucun diplôme ou CEP ³	Total
Agriculteurs exploitants	4	13	24	39	6	14	100
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	14	12	22	33	6	13	100
Cadres supérieurs	68	15	10	5	2	1	100
Professions intermédiaires	25	32	21	14	3	4	100
Employés	8	12	26	31	7	16	100
Ouvriers	2	4	17	42	7	28	100
Ensemble	21	16	20	25	5	13	100

Champ : Population active de 15 ans et plus, France entière.

Source : INSEE, Observatoire des inégalités, 2016.

- 1 : Certificat d'aptitude professionnelle.
- 2 : Brevet d'études professionnelles.
- 3 : Certificat d'études primaires.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

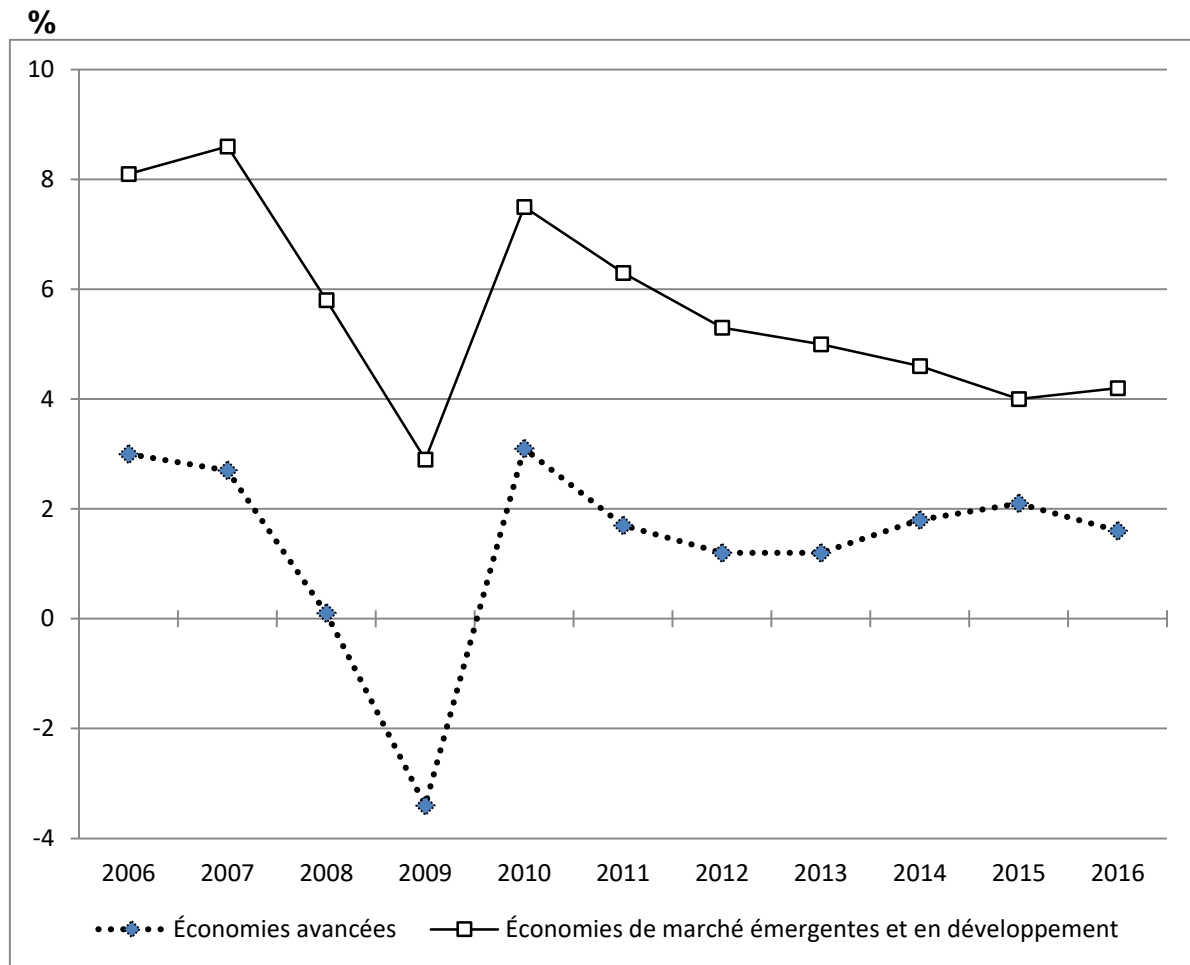
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Illustrez la diversité des acteurs et des formes des conflits sociaux. (3 points)
2. Présentez deux arguments qui montrent que l'emploi contribue à l'intégration sociale. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous comparerez l'évolution de la croissance économique dans les économies de marché émergentes et en développement avec celle des économies avancées.

Taux de croissance du PIB entre 2006 et 2016 (à prix constants)

Source : « Perspectives de l'économie mondiale », FMI, octobre 2016.

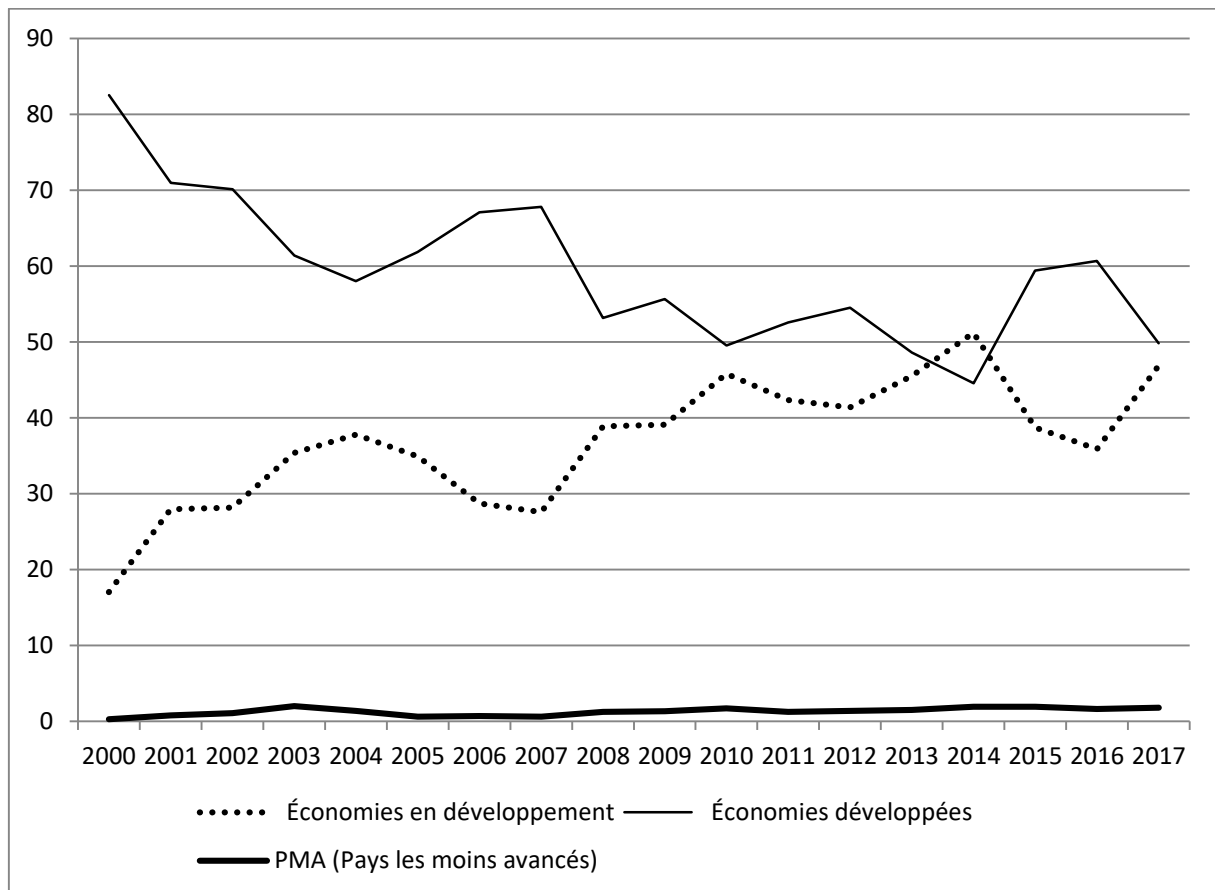
**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les firmes multinationales cherchent à améliorer leur compétitivité par des stratégies de localisation.

DOCUMENT 1

Flux d'investissements directs à l'étranger* entrants, de 2000 à 2017, en % du total mondial



Source : CNUCED, 2018.

* Investissements directs à l'étranger : création d'une unité de production à l'étranger ou acquisition d'au moins 10 % du capital d'une entreprise à l'étranger.

DOCUMENT 2

Les choix de localisation des firmes multinationales relèvent de trois grandes logiques stratégiques : la première, de nature horizontale, correspond aux logiques dominantes d'accès au marché impliquant des investissements directs à l'étranger qui s'effectuent de manière privilégiée entre pays développés. La deuxième, de nature verticale, est liée à la possibilité technique de décomposer les processus de production en fragments séparés et de les implanter dans des pays différents en fonction des différences de dotations factorielles ou de coûts salariaux. Les coûts de transaction et de transport jouent négativement sur le développement de telles stratégies. Mais, entre ces deux logiques [...], il existe des stratégies hybrides mêlant à la fois des logiques de minimisation des coûts, des motifs d'accès aux marchés et des impératifs d'accès à des compétences spécifiques.

Source : *Mondialisation et délocalisation des entreprises*, El Mouhoub MOUHOUD, 2013.

DOCUMENT 3

L'attractivité de l'Irlande pour les investissements directs à l'étranger, reposant principalement sur une fiscalité avantageuse, pourrait être menacée par le contexte international.

La place privilégiée de l'Irlande pour l'attraction des investissements directs à l'étranger repose avant tout sur son environnement fiscal avantageux (taux d'impôt sur les bénéficiaires à 12,5 % et facilité d'établir des montages fiscaux à des fins d'optimisation). La République irlandaise est ainsi le « hub »* européen de nombreuses entreprises multinationales (notamment américaines), principalement dans les secteurs de l'informatique [...] et pharmaceutique. [...]

L'Irlande est [...] en bonne position pour attirer les entreprises installées au Royaume-Uni souhaitant conserver un accès au marché unique après le *Brexit*. Pays anglophone, possédant une [...] main-d'œuvre qualifiée et un marché du travail flexible, l'Irlande possède, au-delà de sa fiscalité avantageuse, des atouts indéniables. [...]

Les multinationales ont été le principal soutien du pays pendant la crise et sont le principal moteur de la reprise depuis 2014. Membre de l'Union européenne, l'Irlande offre un accès à un marché de près de 500 millions de consommateurs [...]. Mais le pays est confronté à deux chocs simultanés et majeurs : la sortie de l'Union européenne de son premier partenaire économique et un changement de l'environnement fiscal international. Pour préserver son attractivité dans ce contexte difficile, l'Irlande devra impérativement remédier à son déficit d'infrastructures (transports, logement, éducation, système de soins).

Source : « L'investissement direct étranger en Irlande en 2016 », Brice REGUIMI, *Direction Générale du Trésor*, 2018.

* Hub : point central.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte un document.

Montrez que les nouvelles formes de démocratie, notamment délibérative, peuvent améliorer le système politique démocratique.

DOCUMENT

Les notions de démocratie participative et de démocratie délibérative témoignent de l'évolution profonde, depuis la fin des années 1980, tant des théories de la démocratie que des pratiques politiques. On ne saurait pour autant les confondre. [...]

Depuis une vingtaine d'années, la démocratie participative prend de nouvelles formes avec l'apparition d'institutions visant à inclure les citoyens dans la production des politiques publiques. Le budget participatif de Porto Alegre¹ a par exemple été perçu comme un réel succès, les classes populaires ayant fortement participé et ainsi réorienté les décisions budgétaires de la ville en direction des quartiers défavorisés. Symbole de l'essor de la démocratie participative, le budget participatif s'est exporté : on compte aujourd'hui près d'une centaine d'expériences de ce type en Europe - bien que celles-ci offrent un pouvoir de décision assez limité aux citoyens [...]. En France, la démocratie participative a davantage pris la forme d'une « démocratie de proximité » formalisée par une loi adoptée en 2002 qui crée par exemple des conseils de quartier dans les grandes villes visant à rapprocher élus et administrés.

Parallèlement, une autre conceptualisation de la démocratie a émergé sous l'expression de « démocratie délibérative ». [...] La délibération peut être mise en œuvre [...] au sein d'institutions créées spécifiquement pour la promouvoir. Sondages délibératifs, jurys citoyens, conférences de consensus, débats publics ont ainsi vu le jour au cours de la dernière décennie. Reposant la plupart du temps sur le tirage au sort de « citoyens ordinaires » ce type d'initiatives veut faire émerger un avis éclairé, censé guider la décision des représentants. Dans le cadre d'une société d'incertitude, où l'expertise scientifique est remise en cause et la défiance à l'égard des professionnels de la politique toujours plus grande, la délibération aurait pour vertu de faire émerger une opinion impartiale, détachée de tout intérêt privé.

Source : « Démocratie participative, démocratie délibérative », Julien TALPIN, *in Nouveau Manuel de science politique*, Antonin COHEN, Bernard LACROIX, Philippe RIUTORT, 2009.

¹ Ville du Brésil.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ Sciences sociales et politiques

SUJET B

Ce sujet comporte un document.

Montrez l'importance du vote sur enjeu dans le comportement électoral.

DOCUMENT

Brexit, présidentielle américaine, primaires des Républicains et du Parti socialiste... À chaque nouvelle élection, le choix des électeurs surprend et se joue des prédictions. En France, certains n'hésitent plus à avouer qu'ils prennent leur décision au dernier moment, avant de pénétrer dans l'isoloir... [...] Y-a-t-il encore des variables « lourdes » dans le vote ?

[...] La sociologie politique a coutume de dire depuis quarante ans qu'il y a à la fois des facteurs de long terme et des facteurs de court terme. Les variables de long terme englobent le niveau d'éducation, la religion, la catégorie socioprofessionnelle ou encore le patrimoine matériel d'un individu ; les facteurs de court terme tournent, eux, autour des enjeux politiques du moment (chômage, retraite, environnement, sécurité...), de l'image des candidats en présence (ont-ils l'étoffe d'un président ? sont-ils honnêtes ? compétents ?) et des aléas de la campagne. Jusqu'à récemment, le long terme l'emportait sur le court terme.

[...] Le vote stratégique, c'est voter dès le premier tour d'une élection pour un candidat qui n'est pas son candidat « de cœur », soit pour tenter d'éliminer de la course un candidat que l'on ne souhaite pas voir émerger au deuxième tour, soit pour peser sur le programme de son candidat préféré, en optant au premier tour pour un rival plus marqué à gauche ou, au contraire, à droite... Ce n'était pas vraiment une question chez les électoralistes français, qui l'ont mesuré seulement en 2002 (10 % des électeurs au premier tour) et en 2012 (7 % au premier tour).

Source : « Présidentielle 2017, dans la tête des électeurs »*, Laure CAILLOCE, lejournel.cnrs.fr, 2017.

* Entretien entre la journaliste Laure Cailloce et Martial Foucault, le directeur du Cévipof, le Centre de recherches politiques de Sciences Po.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ
Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- *en construisant une argumentation ;*
- *en exploitant le ou les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Comment peut-on expliquer le processus de globalisation financière ?

DOCUMENT 1

Au début des années quatre-vingt, l'organisation cloisonnée des marchés de capitaux français ne permettait pas une confrontation globale de l'offre et de la demande de capitaux. [...]

Afin de remédier à cette situation, il a été décidé de développer la concurrence par une vaste déréglementation, en supprimant les multiples contraintes qui pesaient sur la définition des instruments, les caractéristiques des opérations, la fixation des tarifs, la nature des intervenants :

– il s'agissait de créer un marché de capitaux unifié, allant du jour le jour au très long terme, ouvert à tous les agents économiques [...]

– en outre, alors que les autres marchés se mondialisaient, les pouvoirs publics ont souhaité accroître la compétitivité de la place de Paris en permettant que s'y réalise l'ensemble des opérations pratiquées sur les principales places financières étrangères et en modernisant les systèmes technologiques [...].

Cette réforme [...] a suivi trois axes principaux : le développement des marchés financiers, la création d'un marché monétaire et la mise en place d'instruments de couverture. Elle a ainsi favorisé l'émergence d'une nouvelle intermédiation.

Source : Bulletin de la Banque de France, 1994.

DOCUMENT 2

Détention des OAT¹ (obligations assimilables du Trésor) par type de porteurs en %, au quatrième trimestre 2014

OPCVM ² français	2 %
Établissement de crédit français	10 %
Assurances françaises	20 %
Non-résidents ³	64 %
Autres (français)	4 %
Total	100 %

Source : Banque de France, 2014.

1 : Emprunts d'État.

2 : Les OPCVM sont des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

3 : Le terme de non-résidents regroupe les acteurs qui ne résident pas en France.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ
Économie approfondie

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez par quelles stratégies les entreprises peuvent exercer un pouvoir de marché.

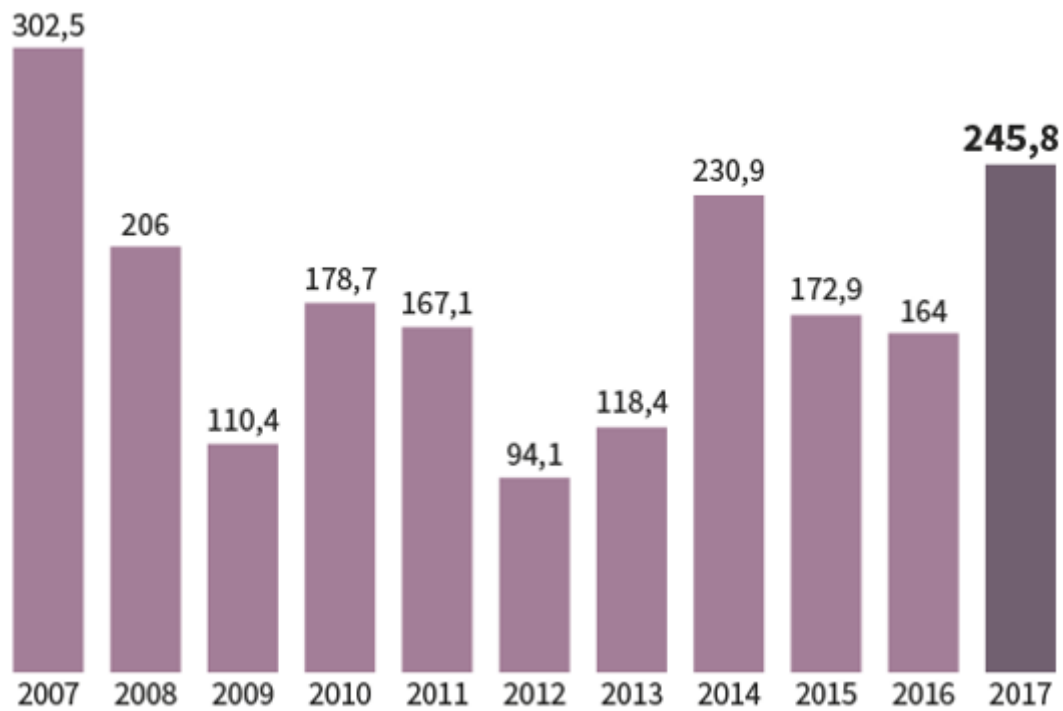
DOCUMENT 1

Il y a longtemps que les consommateurs tolèrent que les compagnies aériennes fassent payer des tarifs différents aux personnes voyageant sur un même vol, en fonction du moment de l'achat du billet. Ceux qui peuvent prévoir la date exacte de leur départ longtemps à l'avance ou ceux qui disposent d'une flexibilité quant à leur date de voyage bénéficient de tarifs réduits. Au contraire, les tarifs seront plus élevés pour les personnes qui voyagent pour affaires, qui ont des rendez-vous fixés tardivement ou à des dates susceptibles de varier de façon imprévue. La demande des personnes qui voyagent pour affaires est très inélastique : les compagnies aériennes peuvent pratiquer des prix plus élevés. Les personnes qui ont la possibilité de prévoir leur voyage suffisamment à l'avance ou de modifier facilement leur date de départ et de retour sont au contraire très sensibles au prix. Leur courbe de demande est plus élastique. En offrant des tarifs plus faibles aux consommateurs faisant partie de cette dernière catégorie, les compagnies aériennes peuvent vendre beaucoup plus de places sans être obligées d'offrir le même prix à tout le monde.

Source : *Principes d'économie moderne*, Jean-Dominique LAFAY, Joseph E. STIGLITZ, Carl E. WALSH, 2014.

DOCUMENT 2

Les fusions-acquisitions concernant des entreprises françaises,
en milliards de dollars



Source : Le Monde Économie, janvier 2018.